

SANTIAGO (CHILI)

AB-2123
CII/AB-770
19 mars 2001
Original : espagnol

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L' ARGENTINE
À LA SÉANCE D'OUVERTURE

Fernando de la Rúa

1. Je me dois de commencer mon allocution en remerciant la Banque de m'avoir invité à participer à cette manifestation et en exprimant mes salutations et celles de tous les Argentins aux participants de cette session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement. Je me réjouis que cette visite me donne l'occasion de passer la journée ici, à Santiago, en compagnie de nos amis. Qu'il me soit permis de remercier en particulier cette chère ville de Santiago, le noble peuple chilien et son distingué Président, Monsieur Ricardo Lagos Escobar.
2. Je tiens à féliciter Monsieur Enrique Iglesias pour le discours qu'il vient de prononcer, dans lequel il nous a brossé un tableau réaliste de la situation de l'Amérique latine et des Caraïbes. Pendant son mandat, Monsieur Enrique Iglesias s'est préoccupé de la situation de la région en encourageant les programmes sociaux qui contribuent à supprimer la pauvreté et à réduire les inégalités.
3. Je désire tout d'abord vous souhaiter sincèrement un travail fructueux pendant les séances qui débutent aujourd'hui. Je suis convaincu que ces efforts nous permettront, à nous tous, de trouver les voies les plus efficaces pour consolider les travaux de la Banque au cours de la prochaine année et faire progresser davantage l'institution dans son cheminement vers l'avenir.
4. Le Gouvernement de l'Argentine est convaincu du rôle stratégique que joue la Banque dans les processus d'intégration qui sont en cours dans la région. Avec la détermination et les efforts de leurs gouvernements, nos pays créent un espace plus propice au commerce, aux investissements, à la croissance économique et, en définitive, au bien-être de nos peuples. On observe ce phénomène dans les pays d'Amérique centrale, des Caraïbes, dans ceux de la Communauté andine et dans le groupe des pays

qui, avec le mien, constituent le MERCOSUR. Nous voyons dans le MERCOSUR un projet fondamental dont le renforcement nous permettra d'affronter les négociations de la ZLEA avec une position plus ferme, et aussi de faire progresser les relations avec d'autres pays et blocs commerciaux, en particulier avec l'Europe.

5. Justement, il convient de signaler à cette tribune que depuis l'an dernier et jusqu'en mai de l'année en cours, l'Argentine est engagée en première ligne dans le processus de négociation de la ZLEA. Pendant ce laps de temps et avec la participation active de tous, la première ébauche d'un éventuel d'accord sur la ZLEA a été rédigée ; c'est là la base appropriée sur laquelle reposera le processus d'intégration continentale. Vous êtes tous conscients de l'effort que cette tâche a représenté. Mais je me demande si vous savez tous que ces travaux, dans lesquels l'Argentine a assumé une responsabilité particulière, ont bénéficié de l'appui de la BID, qui a fait office de secrétariat technique des groupes de travail. En somme, le MERCOSUR, la ZLEA et les négociations avec l'Union européenne sont les projets internationaux les plus ambitieux auxquels participe l'Argentine. Et, pour moi, il ne fait pas l'ombre d'un doute que la BID continuera à jouer un rôle privilégié dans cette dynamique d'intégration.

6. Assurément, l'action future de la Banque ne se limitera pas à cette dimension. Ce n'est pas s'aventurer que d'affirmer que la BID peut nous aider avantageusement dans la transformation et la modernisation de nos économies, et qu'elle peut notamment se rallier à ce défi permanent, presque historique, que relèvent les pays de la région, soit la réduction de la pauvreté et la recherche d'une plus grande équité sociale.

7. Tout au long de la première année et des quelques mois de mon mandat à la tête du Gouvernement de l'Argentine, nous avons fait face à une situation extraordinairement difficile. Nous avons pris en charge le gouvernement du pays au milieu d'une récession tenace, d'un taux de chômage élevé et d'un fort déficit budgétaire. Les conditions extérieures n'ont pas non plus été favorables durant la majeure partie de cette période : taux d'intérêt élevés, termes de l'échange faibles et dépréciation de l'euro.

8. Cette situation nous a contraints à réaliser quelques réformes qu'aucun gouvernement argentin n'avait effectuées auparavant : nous avons assuré le fonctionnement des institutions et avons maintenu avec fermeté nos objectifs, soit l'amélioration des conditions de vie de notre peuple et le lancement d'un programme de croissance durable dans l'équité. Nous mettons en œuvre un programme qui part de la reconnaissance que la seule forme possible de croissance est de construire une économie vraiment compétitive, intégrée au monde, avec un État réformé et une croissance soutenue. Tous les pays qui se sont développés dans les dernières décennies l'ont fait grâce à un processus de ce type.

9. Nous avons agi avec fermeté en établissant, dans les limites qui nous étaient imposées, notre solvabilité budgétaire à court et moyen termes, en acquittant notre dette, en encourageant des réformes destinées à accroître la compétitivité dans des secteurs clés de l'économie argentine, dont l'énergie, les télécommunications, les transports, etc. Nous

entreprenons des changements structurels visant à effectuer des mutations nécessaires dans l'intérêt de la population. Nous avons entrepris de mettre en œuvre une réforme du travail déjà approuvée et dotée des décrets réglementaires appropriés, qui permettra de surmonter les rigidités du marché du travail, lesquelles sont non seulement inefficaces, mais encore injustes et sources de chômage. Avec le même acharnement, nous nous sommes lancés dans la déréglementation du système de santé et dans la réforme du système de sécurité sociale pour le rendre plus équitable et plus solvable.

10. Nous avons réussi à maîtriser le déficit budgétaire et, pour la première fois depuis de nombreuses années, le gouvernement fédéral a réduit ses dépenses primaires. Une bonne partie des réformes structurelles sont déjà entamées : l'économie argentine est plus compétitive et nos exportations sont très encourageantes. Cependant, ce n'est pas suffisant : les investissements n'ont pas augmenté, et l'activité économique intérieure non plus. Faute d'une amélioration dans ces domaines, nous ne pouvons réduire le chômage et dissiper les préoccupations dont souffrent de nombreuses familles argentines.

11. Nous avons décidé de lutter contre cette conjoncture néfaste en recourant à des mesures vigoureuses que le ministre de l'Économie, Monsieur Ricardo López Murphy, a annoncées vendredi dernier. Je m'explique. Les mesures que nous mettrons en œuvre visent à renforcer les politiques que nous avons adoptées. Nous n'avons pas modifié notre diagnostic, pas plus que nos convictions à propos des solutions stratégiques que nous appliquons. Nous reconnaissons l'importance de la solvabilité budgétaire, de l'accroissement de la compétitivité et de la sécurité juridique, ainsi que la nécessité de réduire les taux d'intérêt. Dans ce sens, l'appui financier que nous avons reçu de la communauté multilatérale, des pays et des banques privées sera utilisé conformément aux plans prévus et annoncés en temps opportun. Nous avons un programme économique en cours et notre propos est de le réaliser ; nous respectons nos engagements et nous apporterons les corrections nécessaires qui nous permettront de tenir notre promesse. C'est pour cela que je tiens à profiter de ma présence ici et de l'invitation à participer à cette réunion pour remercier la Banque, les pays membres et son Président, de la contribution de la BID au programme financier de l'Argentine.

12. Nous sommes fermement convaincus de l'impérieuse nécessité de consolider la situation budgétaire et d'intensifier la compétitivité de l'économie argentine. Le fait que les Argentins sont bien conscients que les efforts déployés en ce moment devront procurer des avantages à moyen terme me réconforte.

13. Les possibilités de notre pays dans la nouvelle dynamique mondiale me rassurent. L'Argentine entre dans le processus de mondialisation avec des avantages relatifs et des atouts certains. C'est un point de départ, malgré les préoccupations et les difficultés auxquelles nous faisons face chaque jour. Je ressens le même optimisme face aux autres pays de la région qui doivent relever des défis semblables et partagent des espoirs communs. Pour paraphraser Juan Bautista Alberdi, un grand penseur qui a longtemps vécu dans le pays qui nous reçoit aujourd'hui, « l'âge d'or de l'Amérique latine et des Caraïbes n'est pas révolu, il est devant nous ». Je conclus ce message sur ces paroles

d'espoir et avec la certitude que la pleine application de la démocratie et la recherche de consensus nous permettront de construire un avenir meilleur.